

L'épreuve de force s'intensifie entre les chercheurs et le gouvernement

LE MONDE

Les menaces de démission se multiplient

Ils ont regagné leurs laboratoires mais leur détermination reste intacte. Une semaine après la journée d'action qui a vu descendre dans la rue plusieurs milliers de chercheurs (*Le Monde* du 31 janvier), la mobilisation continue de gagner du terrain. La pétition en ligne "Sauvons la recherche !" flirte désormais avec les 40 000 signatures.

▼ PUBLICITE



Un chiffre à comparer à celui des quelque 140 000 personnels de la recherche publique, même si l'on compte aussi, parmi les signataires, beaucoup de doctorants. Si cette mobilisation témoigne de l'ampleur de la révolte, elle indique aussi, sont convaincus les initiateurs de la pétition, que le mouvement de contestation "n'a pas encore fait le plein".

Les bataillons de directeurs d'unité et de chefs d'équipe prêts à démissionner de leurs responsabilités administratives ne cessent de grossir. Selon le collectif Sauvons la recherche !, plus de la moitié des responsables d'équipe de l'Inserm et plus de 40 % de ceux du CNRS sont résolus à mettre leur menace à exécution. D'autres devraient les rejoindre. Le Comité national de la recherche scientifique – l'instance d'évaluation des chercheurs et des laboratoires (propres et associés) du CNRS, considérée comme le "parlement" des chercheurs qui y élisent leurs représentants – s'est en effet rallié au mouvement. Il "appelle l'ensemble de la communauté

scientifique à signer la pétition" et "soutient les directeurs d'unité signataires". A l'unisson du collectif, le Comité national exige, indique son président, Jean Pailhous, "le rétablissement du contingent de postes statutaires amputé de 550 emplois de chercheurs et d'ingénieurs, un budget de la recherche à la hauteur des enjeux de la compétition internationale et l'organisation d'un colloque national sur l'avenir de la recherche".

Dans l'immédiat, les présidents de section du Comité national ont décidé d'une "grève administrative". Alors que débute la session de printemps d'évaluation des unités de recherche, les membres des jurys refuseront de rendre leurs conclusions à l'administration, bloquant ainsi le processus de contractualisation avec le ministère.

La tension est montée d'un cran avec la divulgation, par *L'Express*, d'un rapport de l'inspection générale des finances qui accable le CNRS. Ce document tire à boulets rouges sur le fleuron de la recherche française, accusé, selon l'hebdomadaire, de mauvaise gestion, d'absence de contrôle, de doublons et de rigidités aggravées par le statut de fonctionnaire des chercheurs et une direction sans réel pouvoir. Il préconise d'abandonner des domaines jugés marginaux pour le CNRS, comme, écrit *L'Express* "l'économie, la gestion, le droit, les sciences politiques ou l'informatique".

"DÉRIVE SUICIDAIRE"

Cette "fuite" d'un rapport qui n'était pas destiné à être publié est perçue, dans la communauté scientifique, comme une manœuvre de Bercy pour persuader que la recherche ne souffre pas tant d'un manque de postes et de crédits que de lourdeurs institutionnelles. La direction du CNRS se refuse à tout commentaire. En privé, un de ses cadres scientifiques estime toutefois que "si le CNRS a besoin de réformes substantielles, le casser serait une connerie".

Le collectif Sauvons la recherche ! réagit pour sa part en termes très durs, en fustigeant "les démolisseurs" de la science : "Les chercheurs rêvent de repousser les limites de l'ignorance et de l'impossible. Et, avec le travail qu'ils produisent à partir de ces rêves, ils contribuent à bâtir la société à venir, écrit-il. Ceux qui s'opposent à nous ont une haute idée de la rentabilité à court terme, et non pas du bien public."

Les directeurs d'unité de l'Inserm sont, eux aussi, très remontés. Plus de 350 d'entre eux viennent d'adresser au premier ministre une lettre ouverte, dans laquelle ils pressent le gouvernement de mettre fin à une "dérive suicidaire". "De la recherche biomédicale, plaident-ils, dépendent les médicaments de demain. C'est à partir des travaux menés dans les laboratoires publics qu'ont été identifiés le virus du sida, les nouveaux traitements de la maladie de Parkinson ou le vaccin contre l'hépatite B. (...) La baisse sans précédent du budget des établissements et du nombre de postes de chercheurs et techniciens (...) va renforcer le départ vers les Etats-Unis de quelques-uns de nos plus brillants chercheurs et interdire le retour de l'étranger de nos jeunes chercheurs."

La fronde des scientifiques a trouvé un relais politique, avec la demande du Parti socialiste que soit organisé "un débat parlementaire le plus rapidement possible sur la situation de la recherche en France", avec à la clé un "collectif budgétaire". La commission des affaires culturelles du Sénat souligne, elle aussi, "l'absolue nécessité d'une concertation sur la recherche en France". Des demandes auxquelles le gouvernement continue d'opposer une fin de non-recevoir.

Pierre Le Hir

Inquiétudes au CEA pour la physique

Le Commissariat à l'énergie atomique (CEA) n'échappe pas aux restrictions. Avec une subvention de l'Etat en baisse de 1,6 %, il boucle son budget 2004 en y intégrant 40 millions d'euros, sur les 100 millions d'euros qu'il escompte de la vente de son siège parisien. Ses agents s'inquiètent de "*l'abandon de pans entiers de la recherche fondamentale*", menaçant le département d'astrophysique, de physique des particules et de physique nucléaire (Dapnia). Ils craignent, en outre, la fermeture, après le retrait du CNRS, de la source de neutrons Orphée du plateau de Saclay (Essonne).

• ARTICLE PARU DANS L'EDITION DU 07.02.04

[S'abonner au Monde.fr - 5 Euros par mois](#)

Droits de [reproduction](#) et de [diffusion](#) réservés © **Le Monde** 2004

Usage strictement personnel. L'utilisateur du site reconnaît avoir pris connaissance de la [licence](#) de droits d'usage, en accepter et en respecter les dispositions.

[Politique](#) de confidentialité du site. [Besoin d'aide ?](#) [faq.lemonde.fr](#)